

GE_GERICHTE JTAPI/154/2024 vom 23. Februar 2024

GE Cour de justice, 2024-02-23, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_154_2024

FR: GE_GERICHTE JTAPI/154/2024 du 23 février 2024

IT: GE_GERICHTE JTAPI/154/2024 del 23 febbraio 2024

Erwägungen

E. 1

Le Tribunal administratif de première instance connaît des recours dirigés, comme en l'espèce, contre les décisions de l'office cantonal de la population et des migrations relatives au statut d'étrangers dans le canton de Genève (art. 115 al. 1 et 116 al. 1 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ;

- 6/14 - A/2887/2023 art. 3 al. 1 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 16 juin 1988 - LaLEtr - F 2 10).

E. 2

Interjeté en temps utile et dans les formes prescrites devant la juridiction compétente, le recours est recevable au sens des art. 60 et 62 à 65 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10).

E. 3

Le requérant conteste la décision litigieuse en lui reprochant tout d'abord de violer son droit à la protection de la vie privée et familiale, tel qu'il résulte de l'art. 8 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH - RS 0.101).

E. 4

Aux termes de l'art. 8 CEDH, dont la teneur est à cet égard identique à l'art. 13 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101), toute personne a droit au respect de sa vie privée et de sa vie familiale, chacun de ces deux domaines étant traités de manière spécifique par la jurisprudence.

E. 5

S'agissant de la protection de la vie privée, selon la jurisprudence, la question de l'existence d'un droit à demeurer en Suisse au bénéfice d'une autorisation de séjour en raison d'un enracinement particulier dans le pays implique de se demander, dans chaque cas, si la personne étrangère concernée entretient des relations privées de nature professionnelle ou sociale particulièrement intenses en Suisse, allant au-delà d'une intégration normale. Si tel est le cas, il convient de procéder à une pesée globale des intérêts en présence plaidant en faveur ou en défaveur d'une autorisation de séjourner en Suisse (ATF 144 II 1 consid. 6.1; ATF 130 II 281 consid. 3.2.1; ATF 126 II 377 consid. 2c; ATF 120 Ib 16 consid. 3b; cf. aussi ATF 138 I 246 consid. 3.2.1). Un droit à une autorisation de séjour fondée sur ce droit fondamental dépend en règle générale de la durée pendant laquelle la personne requérante a déjà vécu en Suisse. Lorsqu'elle réside légalement dans le pays depuis plus de dix ans, il y a lieu de présumer que les liens sociaux qu'elle y a développés sont à ce point étroits qu'un refus de renouvellement d'autorisation de séjour, respectivement la révocation de celle-ci ne

peuvent être prononcés que pour des motifs sérieux (ATF 146 II 185 consid. 5.2 ; ATF 144 I 266 consid. 3). Cependant, la reconnaissance finale d'un droit à séjourner en Suisse issu du droit au respect de la vie privée garanti par l'art.

E. 8

S'agissant de ses deux enfants, si l'on peut à la rigueur admettre que certains éléments du dossier permettent de retenir l'existence d'une relation suivie, le week-end et parfois durant la semaine, avec son fils B_____, il est en revanche établi que le lien économique qu'il sensé également avoir avec lui, selon la jurisprudence rendue au sujet de l'art. 8 § 1 CEDH (rappelée plus haut) est en réalité, sinon inexistant, du moins très faible, vu les condamnations pénales prononcées à son encontre pour violation de ses obligations d'entretien. En tous les cas, ce lien économique n'atteint manifestement pas l'intensité exigée par la jurisprudence et le recourant ne prétend d'ailleurs pas le contraire. Le tribunal relèvera d'ailleurs, ce qui confirme les remarques faites jusqu'ici, que le recourant avait annoncé dans ses écritures de recours qu'il fournirait de plus amples explications et des documents à l'appui de ces affirmations, notamment pour confirmer les liens qu'il prétendait avoir avec son fils. Or, bien qu'informé par le tribunal qu'il pourrait fournir ces informations dans le cadre de sa réplique, le recourant ne s'est pas manifesté lorsqu'il a été invité à faire parvenir cette dernière et n'a plus donné aucune nouvelle au tribunal depuis son recours en septembre 2023.

E. 9

Au vu de ce qui précède, le grief de violation de l'art. 8 § 1 CEDH ne pourra qu'être écarté.

E. 10

Le recourant critique également la décision litigieuse en ce qu'elle aurait ignoré que sa situation correspondait à un cas individuel d'extrême gravité, au sens des art. 30 al. 1 let. b de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration du 16 décembre 2005 (LEI - RS 142.20) et 31 al. 1 de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative du 24 octobre 2007 (OASA - RS 142.201).

E. 11

Selon l'art. 30 al. 1 let. b LEI, il est possible de déroger aux conditions d'admission d'un étranger en Suisse pour tenir compte d'un cas individuel d'extrême gravité. L'art. 31 al. 1 OASA, dans sa teneur avant le 1er janvier 2019, prévoit que pour apprécier l'existence d'un cas individuel d'extrême gravité, il convient de tenir compte notamment de l'intégration du requérant (let. a), du respect de l'ordre juridique suisse (let. b), de sa situation familiale, particulièrement de la période de scolarisation et de la durée de la scolarité des enfants (let. c), de sa situation financière, ainsi que de sa volonté de prendre part à la vie économique et d'acquérir une formation (let. d), de la durée de sa présence en Suisse (let. e), de son état de santé (let. f), ainsi que des possibilités de sa réintégration dans l'État de provenance (let. g).

E. 12

Les dispositions dérogatoires des art. 30 LEI et 31 OASA présentent un caractère exceptionnel, de sorte que les conditions pour la reconnaissance de la situation qu'ils visent doivent être appréciées de manière restrictive et ne confèrent pas un droit à l'obtention d'une autorisation de séjour (ATF 138 II 393 consid. 3.1 ; 137 II 345 consid. 3.2.1 ; ATA/121/2021 du 2 février 2021 consid. 7c ; ATA/895/2018 du 4 septembre 2018 consid. 8 ; ATA/1020/2017 du 27 juin 2017 consid. 5b ; cf. aussi arrêts du Tribunal fédéral

2C_602/2019 du 25 juin 2019 consid. 3.3 ; 2C_222/2017

- 12/14 - A/2887/2023 du 29 novembre 2017 consid. 1.1). L'autorité doit néanmoins procéder à l'examen de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce pour déterminer l'existence d'un cas de rigueur (cf. ATF 128 II 200 consid. 4 ; 124 II 110 consid. 2 ; ATA/121/2021 du 2 février 2021 consid. 7c ; ATA/38/2019 du 15 janvier 2019 consid. 4c). L'art. 30 al. 1 let. b LEI n'a pas pour but de soustraire le requérant aux conditions de vie de son pays d'origine, mais implique qu'il se trouve personnellement dans une situation si grave qu'on ne peut exiger de sa part qu'il tente de se réadapter à son existence passée. Des circonstances générales affectant l'ensemble de la population restée sur place, en lien avec la situation économique, sociale, sanitaire ou scolaire du pays en question, et auxquelles le requérant serait également exposé à son retour ne sauraient davantage être prises en considération, tout comme des données à caractère structurel et général, telles que les difficultés d'une femme seule dans une société donnée (ATF 123 II 125 consid. 5b/dd ; arrêt du Tribunal fédéral 2A.245/2004 du 13 juillet 2004 consid. 4.2.1). Au contraire, dans la procédure d'exemption des mesures de limitation, seules des raisons exclusivement humanitaires sont déterminantes, ce qui n'exclut toutefois pas de prendre en compte les difficultés rencontrées par le requérant à son retour dans son pays d'un point de vue personnel, familial et économique (ATF 123 II 125 consid. 3 ; ATA/895/2018 du 4 septembre 2018 consid. 8 ; ATA/1131/2017 du 2 août 2017 consid. 5e). La reconnaissance de l'existence d'un cas individuel d'extrême gravité implique que les conditions de vie et d'existence de l'étranger doivent être mises en cause de manière accrue en comparaison avec celles applicables à la moyenne des étrangers. En d'autres termes, le refus de le soustraire à la réglementation ordinaire en matière d'admission doit comporter à son endroit de graves conséquences. Le fait que l'étranger a séjourné en Suisse pendant une assez longue période, qu'il y est bien intégré, tant socialement et professionnellement, et que son comportement n'a pas fait l'objet de plaintes ne suffit pas, à lui seul, à constituer un cas d'extrême gravité. Encore faut-il que sa relation avec la Suisse soit si étroite que l'on ne puisse exiger qu'il vive dans un autre pays, notamment celui dont il est originaire. À cet égard, les relations de travail, d'amitié ou de voisinage qu'il a pu nouer pendant son séjour ne constituent normalement pas des liens si étroits avec la Suisse qu'ils justifieraient une exception (ATF 130 II 39 consid. 3 ; 124 II 110 consid. 3 ; arrêts du Tribunal fédéral 2C 754/2018 du 28 janvier 2019 consid. 7.2 ; 2A 718/2006 du 21 mars 2007 consid. 3 ; arrêts du Tribunal administratif fédéral C-6956/2014 du 17 juillet 2015 consid. 6.1 ; C_5414/2013 du 30 juin 2015 consid. 5.1.3 ; C_6726/2013 du 24 juillet 2014 consid. 5.3 ; ATA/181/2019 du 26 février 2019 consid. 13d ; ATA/895/2018 du 4 septembre 2018 consid. 8).

E. 13

En l'espèce, s'agissant des critères du cas individuel d'extrême gravité, tels qu'ils ont été rappelés ci-dessus, il suffit de renvoyer aux considérants du présent jugement qui concernent le grief du recourant relatif à la violation du droit au respect de sa vie privée et familiale. En bref, quand bien même il réside en Suisse depuis vingt ans, le recourant n'est pas parvenu à s'y enraciner.

- 13/14 - A/2887/2023 On ne voit pas en quoi son renvoi au Brésil, où il a vécu toute son enfance, son adolescence ainsi que le tout début de sa vie d'adulte, pendant dix-neuf ans, le mettrait dans une situation fondamentalement différente de celle qui est la sienne en Suisse. Ainsi que cela ressort des déclarations qu'il a faites à la police, il est retourné dans son pays d'origine, avec lequel il n'a manifestement pas coupé tous les liens. Sans emploi en Suisse,

son retour au Brésil ne constituerait, sous cet angle, aucune dégradation de sa situation. Il en va de même s'agissant de son enracinement social, qui paraît très faible en Suisse et qu'avec un minimum de bonne volonté il pourra développer de manière satisfaisante au Brésil. Quant au lien avec ses enfants, et en particulier avec son fils B _____, on a déjà vu qu'il ne lui permettait pas de s'opposer à son renvoi sous l'angle de l'art. 8 § 1 CEDH. Au demeurant, les moyens modernes de communication, couplés avec la possibilité d'effectuer régulièrement des séjours de courte durée en Suisse, lui permettront de continuer à entretenir ce lien.

E. 14

Ainsi, le grief de violation des art. 30 al. 1 let. b LEI et 31 al. 1 OASA sera lui aussi écarté.

E. 15

Au vu de ce qui précède, la décision litigieuse apparaît correctement fondée et le recours sera rejeté.

E. 16

En application des art. 87 al. 1 LPA et 1 et 2 du règlement sur les frais, émoluments et indemnités en procédure administrative du 30 juillet 1986 (RFPA - E 5 10.03), le recourant, qui succombe, est condamné au paiement d'un émolument s'élevant à CHF 500.- ; il est couvert par l'avance de frais de même montant versée à la suite du dépôt du recours. Vu l'issue du litige, aucune indemnité de procédure ne sera allouée (art. 87 al. 2 LPA).

E. 17

En vertu des art. 89 al. 2 et 111 al. 2 de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), le présent jugement sera communiqué au secrétariat d'État aux migrations.

- 14/14 - A/2887/2023

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.